



Une forte mobilisation qui fait enfin bouger le gouvernement

Après avoir installé une roulotte devant le Conseil du Trésor, pris d'assaut le pont de Québec et le pont Jacques-Cartier, dévoilé un palmarès coup de poing sur les pires ratios dans les CHSLD du Québec et menacé d'appeler les membres à refuser le temps supplémentaire obligatoire durant 48 heures, les membres et les militantes de la FIQ et de la FIQP peuvent se réjouir. Leur pression a forcé le gouvernement à bouger afin que les discussions à la table de négociation portent sur des enjeux qui les touchent réellement et qui amélioreront significativement leurs conditions de travail.

Le 22 octobre, la présidente du Conseil du Trésor, Sonia Lebel, lançait un message sans équivoque en conférence de presse lorsqu'elle a affirmé que ses négociateurs avaient reçu un nouveau mandat : Négocions. Elle s'est engagée publiquement à diminuer la surcharge de travail, à rendre attrayants les postes à temps complet et à s'attaquer au temps supplémentaire obligatoire. Elle a aussi indiqué que Québec était prêt à y investir les sommes nécessaires.

La FIQ répond donc à l'appel de la ministre et tend la main dans un geste de bonne foi, en annulant les 48 heures sans TSO annoncées pour les 24 et 25 octobre. Si Sonia Lebel est sincère dans sa volonté de négocier, nous sommes prêtes à concentrer l'ensemble de nos efforts à la table de négociation. Nous nous attendons à la même bonne foi de sa part. La balle est dans son camp.

Il est difficile de faire confiance à un gouvernement qui a laissé passer deux ans sans insuffler de changements concrets dans le réseau et qui gère la crise de la COVID-19 par décret. Cette confiance fragile doit donc se traduire rapidement par des gestes forts. Si l'appel de la ministre se révèle être une autre promesse en l'air, elle devra s'attendre à une réponse à la hauteur de notre mécontentement.

Cette main tendue de la FIQ met également fin aux démarches juridiques entreprises par les employeurs devant le Tribunal administratif du travail en lien avec le refus du temps supplémentaire obligatoire. Il est clair que le TSO doit cesser et que le gouvernement doit tout mettre en œuvre dans cette négociation pour que le réseau de la santé ne repose plus sur le travail forcé des femmes.